

Évaluations CM2 : halte au feu !

Le SNPI-FSU appelle tous les acteurs du système scolaire à reconsidérer l'actuel dispositif des évaluations CM2 comme ce qu'il est en l'état : une gigantesque maladresse.

Personne, ni au sommet de l'État, ni dans le monde enseignant, ni dans les familles, n'a plus intérêt à prêter à ce dispositif engagé dans la confusion et l'erreur d'appréciation le caractère significatif qui devait être le sien sur l'état des connaissances scolaires des élèves de CM2 et sur la qualité du système. Imposer cette signification dans la conjoncture que nous connaissons conduirait à déchirer de manière gravissime le tissu humain d'un secteur incontestablement au bord de la crise de nerfs. Chacun s'accordera à redouter que les plus grandes victimes soient les élèves que toute la dispute engagée depuis des mois ne peut que dépasser.

Il devient impératif de dédramatiser une situation désormais dangereuse pour notre institution. Car maintenant, une chose est sûre : les résultats qui sortiront de ces évaluations n'auront plus guère de sens alors que de très nombreuses écoles ont refusé de les mettre en œuvre dans les conditions imparties, et alors que la nature même du protocole conçu pour ces évaluations est sujette à caution. En effet, comment peut-on prétendre, contre toute évidence, qu'il s'agit là d'évaluations bilan calibrées sur une moitié semestrielle de programme qui n'est définie nulle part ? Comment peut-on affirmer qu'il n'est absolument pas question que ces évaluations soient utilisées pour organiser un marché concurrentiel des écoles primaires alors que cela a été mis en tension dans une communication politique volontariste pendant des mois et des mois au gré des écrits et discours officiels ? Et enfin, comment peut-on suggérer sans courir le risque d'attiser l'incendie que les enseignants contestataires refusent le principe même d'une évaluation de leurs élèves, alors qu'ils ont développé la culture de l'évaluation depuis plus d'une décennie ?

Une chose s'impose désormais : la crise de confiance que d'aucuns pressentaient est en train de se cristalliser dans le développement d'un spectaculaire mouvement de désobéissance où se retrouvent des milliers d'enseignants et de familles.

Les inspecteurs assurent actuellement leurs missions statutaires au milieu de cette tempête institutionnelle d'une gravité sans précédent. Le ministère les a résolument engagés dans un système d'obligation de résultats et de contrôle de qualité aux effets évidemment stressants. Certains d'entre eux, assimilés spontanément par les familles ou par les enseignants au bras armé du ministère, se sont vus personnellement mis en cause dans leur dignité humaine de manière inacceptable. Désormais, le seuil d'alerte est atteint. Tout le monde fonce droit dans le mur.

Le SNPI-FSU, qui en décembre dernier avait alerté en vain le ministre sur la dangereuse montée du climat d'inquiétude, demande avec gravité au Premier ministre de tout faire pour apaiser une situation qui devient chaque jour insupportable. Il est nécessaire que s'instaure un vrai dialogue avec tous les représentants institutionnels de l'école et de ses partenaires afin de dédramatiser la crise et de refonder le pacte de confiance indispensable à la réussite de notre système scolaire. L'écoute, la sincérité et la transparence s'imposent pour sortir de cette invraisemblable situation minée par une RGPP désormais insupportable par sa perspective exclusivement comptable et par ses effets sociaux. Il faut redonner une chance à l'espérance ! Notre école en a fondamentalement besoin !

Les inspecteurs seront parmi ceux qui le réclameront avec force et conviction le 29 janvier prochain.

Les Lilas, le 21 janvier 2009